

Les initiatives pour un règlement du conflit syrien à l'échelle nationale (2011-2022)

Khaled MEBARKI (ANR SHAKK)

Le présent document propose la recension, la description et le commentaire des initiatives pour un règlement à l'échelle nationale en Syrie depuis 2011. À ce jour ce sont 58 réunions internationales officielles qui ont eu lieu pour tenter de parvenir à un règlement du conflit syrien. Toutes ces initiatives se sont soldées par un échec.

Sont réunies dans ce tableau les informations d'intérêt disponibles dans les sources ouvertes, principalement dans les communiqués de presse. S'y trouvent relevées les parties à l'initiative de chacune des réunions de pourparlers, les lieux des négociations, la participation ou l'absence des parties syriennes (forces gouvernementales et oppositions), les États étrangers et organisations internationales présentes. Sont aussi relevés les noms des chefs de délégation lorsqu'ils sont connus. Aussi, le tableau décrit les points les plus importants contenus dans les projets d'accords et un commentaire global sur le résultat de la négociation en elle-même et ses effets.

Ce tableau chronologique met en lumière l'impuissance des États arabes et de la communauté internationale à proposer une sortie de crise acceptée par toutes les parties syriennes, il montre en revanche la montée en puissance de la Russie sur les pourparlers de paix.

Les deux cycles de pourparlers de paix qui subsistent encore aujourd'hui sont les discussions menées sous l'égide des Nations unies à Genève d'une part et le processus sponsorisé par la Russie qui a lieu à Nur Sultan dit processus d'Astana.

Cette synthèse a été réalisée dans le cadre d'un stage au sein du programme ANR SHAKK, sous la direction d'Anna Poujeau. Pour citer ce travail : Khaled MEBARKI 2022, « Résolutions politiques et juridiques du conflit syrien (2011-2022) », Carnets SHAKK, <https://shakk.hypotheses.org/reso/>, le 15 juillet 2022.

	DATE		PARTIE(S) À L'INITIATIVE	NOM DE L'ACCORD	LIEU DES NEGOCIATIONS	PARTIES EN PRÉSENCE			DESCRIPTION	COMMENTAIRE
	ANNÉE	JOUR				SYRIENNES		ÉTRANGÈRES		
						GOUVERNEMENT	OPPOSITIONS			
1	2011	2 novembre	Ligue arabe	Plan de paix de la Ligue arabe (I)	Le Caire	OUI - ACCORD	ABSENTES	OUI - Ligue arabe	L'armée ne serait plus déployée dans le cadre de répressions violentes contre des manifestants pacifiques, les chars seraient retirés des villes, tous les prisonniers politiques seraient libérés, un dialogue avec l'opposition serait entamé dans les deux semaines, et la Ligue arabe et les médias étrangers seraient autorisés à surveiller la situation.	Accord du régime, qui n'a pas suivi la feuille de route par la suite.
2	2012	19 décembre	Ligue arabe	Plan de paix de la Ligue arabe (II)	Le Caire	OUI - ACCORD	ABSENTES	OUI - Ligue arabe	Second plan de paix qui prévoyait le retrait de l'armée syrienne et des forces rebelles des rues, la libération des prisonniers politiques, l'admission des observateurs de la Ligue arabe en Syrie et l'ouverture de pourparlers entre le gouvernement et les dissidents.	Accord du régime, qui n'a pas suivi la feuille de route par la suite.
3		Du 30 janvier au 7 novembre	Russie	Propositions de pourparlers pour la Syrie (à trois reprises)	X	ABSENT	REFUS : Par Abdel Baset Seda	Russie - États-Unis - Royaume-Uni - France	Au cours de ces discussions, l'ambassadeur russe au CSNU Vitaly Churkin, a proposé un plan en trois points qui amènerait le gouvernement syrien et l'opposition à la table des négociations et aboutirait à la démission d'Assad en tant que président.	Opposition sur la condition de départ d'Assad. Manque de confiance entre les parties.
4		24 février	France	Conférence internationale des amis de la Syrie (I)	Tunis	ABSENT	OUI : Porte-parole Basma Kodmani	OUI - 11 États + ONU/LA/UE	Le CNS a publié une liste de demandes en sept points, parmi lesquels : "Si le régime n'accepte pas les termes de l'initiative de la Ligue arabe et ne met pas fin à la violence contre les citoyens, les Amis de la Syrie ne devraient pas empêcher les pays individuels d'aider l'opposition syrienne par le biais de conseillers militaires, de formation et de fourniture d'armes pour se défendre". La secrétaire d'État américaine Hillary Clinton a plaidé pour que la Turquie, le Qatar, l'Arabie saoudite et la Jordanie puissent créer des "zones d'exclusion".	Groupe créé par le président Nicolas Sarkozy suite au veto russe opposé à une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies du 4 février 2012. L'armement de l'opposition est pour la première fois envisagé.
5		21 mars	ONU - Ligue arabe - Kofi Annan	Plan de paix de Kofi Annan	X	OUI - ACCORD	OUI	OUI	Appel au dialogue, à l'arrêt des violences, à la paix humanitaire et à la protection des civils.	Al Jazeera et Reuters ont annoncé que le président syrien Bashar al-Assad avait accepté le 27 mars le plan de paix en six points et qu'il s'efforceraient de le mettre en œuvre. Non suivi d'effet.
6		1er avril	Collectif	Conférence internationale des amis de la Syrie (II)	Istanbul	NON	OUI : Basma Kodmani, Burhan Ghalioun	OUI : 70 États	Le CNS affirmant que l'opposition est désormais unie a appelé à une "action sérieuse" et a déclaré qu'il "prendra en charge le paiement des salaires fixes de l'Armée syrienne libre". Le Premier ministre turc a défendu ce qu'il a appelé "le droit des Syriens à l'autodéfense". Hamad bin Jassim bin Jaber Al Thani (Premier ministre qatari), le Secrétaire de la Ligue arabe et la secrétaire d'État Hillary Clinton ont soutenu l'adoption de mesures plus fermes contre le gouvernement syrien.	Radicalisation des positions, dialogue impossible entre les parties. Le CNS et l'ASL s'entendent sur une réponse par les armes à la répression.
7		30 Juin	ONU - Ligue arabe - Kofi Annan	Genève (I)	Genève	NON	NON	OUI	La conférence a convenu de la nécessité d'un "organe gouvernemental de transition doté des pleins pouvoirs exécutifs" qui pourrait inclure des membres du gouvernement syrien actuel et de l'opposition. Clinton a toutefois suggéré que le dictateur syrien Assad pourrait, dans un tel gouvernement de transition, ne pas rester au pouvoir, ce qui a immédiatement été contredit par Lavrov.	Démission d'Annan par la suite.
8		26 août	Iran	16e sommet du Mouvement des non-alignés	Téhéran	OUI	NON	OUI : 120 États	Lors duquel ont participé les dirigeants de 120 pays, l'Iran a voulu élaborer une nouvelle résolution de paix visant à résoudre la guerre civile syrienne, mais un consensus n'a pas été trouvé entre les dirigeants.	Première occurrence d'une tentative de médiation iranienne.
9		6 juillet	Collectif	Conférence internationale des amis de la Syrie (III)	Paris	NON	OUI	OUI	Lors de cette conférence de Paris, la France, les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne notamment, mais aussi la Ligue arabe, ont demandé que les accords internationaux sur une transition politique en Syrie soient désormais gravés dans le "marbre onusien" et contenus dans une résolution "sous chapitre VII", donc assortie d'une menace de sanctions ou même d'un recours à la force.	La conférence s'est ouverte au moment où une source proche du pouvoir en Syrie annonçait une nouvelle défection d'un très haut gradé, le général Mounaf Tlass.
10		1er Septembre	ONU - Ligue arabe - Lakhdar Brahimi	Appel au cessez-le-feu de l'Aïd al-Adha de la fin Octobre	X	ACCORD	ACCORD	OUI	Brahimi qui succède à Annan, propose une trêve pour la fête de l'aïd.	Le gouvernement et la plupart des groupes d'opposition ont répondu "oui" à son appel. Pourtant, selon Brahimi, l'accalmie dans les combats a duré très peu de temps, après quoi les deux parties ont accusé l'autre de ne pas avoir cessé ses violences.
11		12 décembre	Collectif	Conférence internationale des amis de la Syrie (IV)	Marrakesh	NON	OUI : Moaz al Khatib	OUI	Le groupe des Amis de la Syrie, formé de pays arabes et occidentaux opposés au régime de Bachar al-Assad, a formellement reconnu la Coalition nationale de l'opposition comme "seule représentante" des Syriens.	Étape importante du processus d'unification et d'officialisation de l'opposition syrienne.

	DATE		PARTIE(S) À L'INITIATIVE	NOM DE L'ACCORD	LIEU DES NEGOCIATIONS	PARTIES EN PRÉSENCE			DESCRIPTION	COMMENTAIRE
	ANNÉE	JOUR				SYRIENNES		ÉTRANGÈRES		
						GOUVERNEMENT	OPPOSITIONS			
12	2013	28 février	Collectif	Conférence internationale des amis de la Syrie (V)	Rome	NON	OUI : Moaz al Khatib	OUI	Les ministres s'engagent à fournir davantage de soutien politique et matériel à la Coalition (nationale syrienne). Cette promesse ne satisfait pas totalement les opposants syriens, qui avaient menacé de boycotter la conférence pour protester contre l'inaction de la communauté internationale, et avaient prévenu à la veille de celle-ci qu'ils y demanderaient un "soutien militaire qualitatif".	Les Etats-Unis se sont engagés à fournir pour la première fois une aide directe aux rebelles syriens, mais ceux-ci n'ont pas obtenu les armes qu'ils demandaient.
13		22 mai		Conférence internationale des amis de la Syrie (VI)	Amman		REFUS	OUI	Préparation de Genève II. Question du soutien militaire et de la présence ou pas de représentants d'Assad.	Absence notable de l'opposition.
14		22 juin		Conférence internationale des amis de la Syrie (VII)	Doha		REFUS	OUI	Les 11 pays du groupe des "Amis de la Syrie" réunis au Qatar se sont entendus sur "une aide urgente en matériel et en équipement" destinée à la rébellion. Ils ont également condamné le rôle de l'Iran et du Hezbollah libanais dans la crise syrienne.	Neuf des pays participants étaient d'accord sur l'apport d'aide militaire à l'ASL, ne précisant pas quels étaient les deux États réservés sur la question.
15	2014	22 janvier - 15 février	ONU	Genève (II)	Genève	OUI : Walid Muallem	OUI : Hadi al-Bahra (FM) mais divisée	OUI	Blocage des négociations par le régime sur le fond et sur la forme. En effet, les représentants du régime ont choisis l'obstruction systématique sur les ordre du jour en faisant du terrorisme le sujet unique, occultant le sujet de la négociation et d'une hypothétique transition politique en Syrie.	Le Conseil national syrien s'est retiré de la Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syriennes le 20 janvier 2014 pour protester contre la décision de la Coalition de participer aux pourparlers à Genève. Échec de la conférence.
16	2015	25 au 27 mai	Russie - Turquie - (Iran dans une moindre mesure?)	Conférence de l'opposition à Astana	Astana	NON	OUI : Initiative de Randa Kassis	OUI	Première conférence à Astana convenue entre la Russie et la Turquie. Cette initiative a été critiquée par certains membres de l'opposition syrienne.	C'est la Turquie qui a pu pousser les oppositions à participer.
17		29 juillet	Staffan de Mistura	Initiative des quatre comités	X	OUI (accepte) Walid Muallem	REFUS	OUI	"Quatre comités de réflexion dont les résultats ne sont pas contraignants". Point essentiel pour les autorités syriennes, qui ne veulent pas avoir les mains liées. Les sujets sont : La sécurité, les questions politiques dont les élections, l'aspect militaire dont la lutte contre le "terrorisme" et un éventuel cessez-le-feu, et la reconstruction du pays.	Échec, l'initiative n'aboutira pas. Offensive du régime sur Deraa.
18		2 au 4 octobre	Russie et autres	Conférence de l'opposition à Astana (II)	Astana	NON	OUI	OUI	Les groupes d'opposition réunis ont adopté une déclaration demandant que les élections législatives prévues en 2016 soient organisées sous la supervision de la communauté internationale.	Ces élections vont à l'encontre de la feuille de route fixée par la résolution 2254, qui prévoit une période de transition permettant d'organiser des élections présidentielle et législatives.
19		23 et 30 octobre, 14 novembre	États-Unis	Processus de Vienne	Vienne	Non	Non	OUI 20 pays	L'émissaire de l'ONU avait proposé fin juillet une nouvelle approche sur la base de "discussions thématiques" entre Syriens. A la mi-août, son adjoint Ramzi Ezzedine Ramzi avait soumis à Damas un document de 60 pages présenté comme un "recueil d'idées" récoltées auprès d'interlocuteurs de l'opposition, du régime et de la société civile.	Suite à ce sommet et à des pourparlers bilatéraux entre la Russie et les États-Unis la résolution 2254 sera adoptée au CSNU.
20		8 décembre	Arabie saoudite	Conférence de Riyad	Riyad	NON	OUI (sans les kurdes)	OUI (sans l'Iran)	Tentative d'unification des principaux groupes d'opposition et des rebelles armés.	Principalement l'opposition basée à l'étranger + les groupes combattants soutenus par les États du Golfe. Initiative rejetée par le Régime et la Russie qui considèrent certaines parties comme terroriste.
21	2016	29 janvier	ONU	Genève (III)	Genève	OUI	HCN : Bachar al-Zoubi, Assistant : George Sabra. Aussi présents : Omar Kush. Riyad Hijab. Mohammed Alloush.	OUI	Dès le premier jour, le gouvernement syrien et l'opposition ont refusé de s'asseoir ensemble dans la même salle. Le 3 février 2016, l'envoyé de l'ONU Staffan de Mistura a suspendu les pourparlers de paix. Le ministre russe des Affaires étrangères, M. Lavrov, a commenté "l'opposition a adopté une position totalement non constructive et a essayé de poser des conditions préalables".	Des commandants rebelles ont déclaré qu'ils espéraient que l'échec des pourparlers de paix "convaincra leurs bailleurs de fonds étrangers, des États dont la Turquie et l'Arabie saoudite, qu'il était temps de leur envoyer des armes plus puissantes et plus avancées, notamment des missiles anti-aériens".
22		2 février	Steffan de Mistura	Conseil consultatif des femmes syriennes	X	NON : Mais présence de sympathisantes	OUI	NON	Nomination d'un organe consultatif composé de 12 femmes membres de l'opposition, des sympathisants du gouvernement et des femmes de tendance islamiste. Le conseil ne participe pas directement aux négociations mais conseille le médiateur de l'ONU sur toutes les procédures. Devait répondre aux critiques de non représentation des femmes dans les pourparlers de Genève.	Le Conseil a été critiqué pour le manque de transparence dans la sélection de ses membres, avec des allégations selon lesquelles il ne serait pas représentatif. Le Réseau des femmes syriennes est allé jusqu'à se retirer du Conseil sur la base de ces critiques.
23		12 février	Steffan de Mistura	Cessation des hostilités	Genève	OUI	Haut Comité de Négociation : Porte-parole de la délégation Salem al-Meslet	OUI	Discussions multilatérales pour un cessez-le-feu. Des cessez-le-feu partiels ont pu aboutir.	Cependant ces cessez-le-feu n'ont été que partiels et temporaires.

	DATE		PARTIE(S) À L'INITIATIVE	NOM DE L'ACCORD	LIEU DES NEGOCIATIONS	PARTIES EN PRÉSENCE			DESCRIPTION	COMMENTAIRE
	ANNÉE	JOUR				SYRIENNES		ÉTRANGÈRES		
						GOUVERNEMENT	OPPOSITIONS			
24	2017	9 septembre	États-Unis Russie	Accord de cessez-le-feu pour l'aide adha	Genève	NON	NON	OUI	États-Unis et Russie ont représentés respectivement le régime et le Haut Comité de Négociation. Accord pour un cessez-le-feu, mais aussi pour la continuation de la guerre à Al Nosra et l'EI.	Après les frappes aériennes de la coalition dirigée par les États-Unis sur les troupes de l'armée syrienne le 17 septembre, dont les États-Unis ont affirmé qu'il s'agissait d'un accident, le gouvernement syrien a déclaré que le cessez-le-feu était terminé.
25		15 octobre	États-Unis	Pourparlers de Lausanne	Lausanne	NON	NON	OUI	Kerry a reçu le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Lavrov, et sept ministres des Affaires étrangères de la région - Iran, Irak, Arabie saoudite, Turquie, Qatar, Jordanie et Égypte - quelques semaines après l'échec d'un plan de cessez-le-feu américano-russe minutieusement élaboré, que beaucoup considéraient comme le dernier espoir de paix cette année là.	Aucun progrès substantiel durant ces pourparlers.
26		23 Décembre	Russie, Turquie	Initiation des pourparlers d'Astana, et cessez-le-feu	Astana	NON	OUI	OUI	La Turquie et la Russie ont convenu d'un plan de cessez-le-feu à l'échelle nationale pour la Syrie, qui devait entrer en vigueur le 30 décembre 2016 à 00h00. La possibilité de fédéralisation est évoquée par les parties kurdes.	Le Conseil démocratique syrien n'a pas été invité aux pourparlers. ISIL, le Front al-Nusra et les YPG ont été exclus du cessez-le-feu. Les groupes rebelles suivants ont signé la trêve : Légion Sham, Ahrar al-Sham, Jaych al-Islam, Armée libre d'Idlib, Front du Levant, Jabhat Ahl al-Sham. Cependant, le porte-parole d'Ahrar al-Sham a nié avoir signé l'accord.
27	2017	19 Janvier	Russie, Turquie	Premier cycle des pourparlers d'Astana (I)	Astana	OUI : Bashar Jaafari	OUI : Front du Sud : Issam Rayes / Jaysh al Islam : Mohammad Alloush	Parrainage Russe, turc et iranien	Les pourparlers du "processus d'Astana" visaient à soutenir le processus de paix conformément à la résolution no. 2254. Accord entre l'Iran, la Russie et la Turquie pour former un organe de surveillance conjoint qui travaillerait à renforcer le cessez-le-feu de la résolution 2254.	Les pourparlers ont été décrits comme «l'astanisation» des pourparlers de Genève, impliquant un glissement vers l'opposition syrienne impliquée dans des opérations militaires plutôt que vers des Syriens n'ayant qu'une influence politique.
28		23 février	ONU	Genève (IV)	Genève	OUI	OUI : Négociateur en chef - Mohamed Sabra	OUI	Question de la transition politique en même temps que celle de l'élaboration d'une nouvelle Constitution afin de préparer le terrain à de futures élections.	Impossible conciliation des vues sur le sujet du sort de Bachar Al-Assad.
29		23 et 24 février	Russie, Turquie	Pourparlers d'Astana (II)	Astana	OUI : Bashar Jaafari	OUI : Opposition modérée / Jaysh al Islam : Mohammad Alloush	Parrainage Russe, turc et iranien	Deux jours de pourparlers sur le renforcement du régime de cessez-le-feu dans le conflit syrien. Adoption d'un document officialisant le suivi de l'accord de cessez-le-feu du 29 décembre 2016. activité d'un groupe opérationnel conjoint formé par la Russie, la Turquie et Iran et dont la mise en œuvre a été établie lors de la première réunion à Astana en janvier.	Le document était également censé guider les mesures de renforcement de la confiance mutuelle entre les parties opposées.
30		14 mars	Russie, Turquie	Pourparlers d'Astana (III)	Astana	OUI : Bashar Jaafari	OUI : Opposition modérée	Parrainage Russe, turc et iranien	Projet d'établissement de zones de désescalade	La troisième série de réunions à Astana, tenues entre le 14 et le 15 mars, a abouti à un nouveau consensus de toutes les parties impliquées en faveur de l'accord de cessez-le-feu existant [22] À la suite de ces pourparlers, l'Iran a rejoint la Turquie et la Russie en tant qu'État garant.
31		4-5 avril	UE	Soutenir l'avenir de la Syrie et de la région (I)	Bruxelles	NON	"Société civile"	UE ONU + 70 pays et OI + société civile syrienne et internationale.	"Efforts en faveur d'un avenir pacifique pour la Syrie et l'ensemble de sa population. Importance de maintenir un pays souverain, indépendant, unitaire et territorialement intègre, où tous les Syriens pourront vivre en paix et en sécurité. Objectif est de continuer à progresser sur la voie d'une paix durable et sans exclusive tout en répondant à l'urgence des besoins humanitaires."	Conférence sur la base de la résolution 2254 pour ce qui concerne le politique. L'humanitaire, son financement, restent les sujets principaux.
32		4 mai	Russie, Turquie	Pourparlers d'Astana (IV)	Astana	OUI : Bashar Jaafari	OUI : Opposition modérée / Jaysh al Islam : Mohammad Alloush	Parrainage Russe, turc et iranien	Les pourparlers ont pour sujet principal la possibilité d'établir des zones de désescalade. Accord des parties étrangères, désaccord des parties syriennes.	Présence des jordaniens et des américains.
33		12 juillet	Russie, Turquie	Pourparlers d'Astana (V)	Astana	OUI : Bashar Jaafari	OUI : Opposition modérée / Jaysh al Islam : Mohammad Alloush	Parrainage Russe, turc et iranien	Les pourparlers ont pour sujet principal la possibilité d'établir des zones de désescalade. Accord des parties étrangères, désaccord des parties syriennes.	Aucun accord entre les parties. Début du conflit Qatar - Arabie saoudite et opération
34		14 septembre	Russie, Turquie	Pourparlers d'Astana (VI)	Astana	OUI : Bashar Jaafari	OUI : Opposition modérée	Parrainage Russe, turc et iranien	Négociations sur le sort d'Idlib.	Consécration du morcellement de la Syrie en zones d'action et d'influence étrangères.
35	29 octobre	Russie, Turquie	Discussions d'Astana (VII)	Astana	OUI : Bashar Jaafari	OUI : Opposition modérée	Parrainage Russe, turc et iranien	Renforcement d'un cessez-le-feu fragile et partiel, et libération des captifs et des otages.	Les débats sont pour la première fois marqués par la discussion des crimes commis sur le terrain par le Régime et ses alliés étrangers.	

	DATE		PARTIE(S) À L'INITIATIVE	NOM DE L'ACCORD	LIEU DES NEGOCIATIONS	PARTIES EN PRÉSENCE			DESCRIPTION	COMMENTAIRE
	ANNÉE	JOUR				SYRIENNES		ÉTRANGÈRES		
						GOUVERNEMENT	OPPOSITIONS			
36		28 novembre	ONU	Discussions inter-syriennes Genève (VI)	Genève	OUI (en retard)	OUI	OUI	Ce round de négociations devait tourner quatre sujets : la mise en place d'une "gouvernance crédible, inclusive et non-sectaire"; l'élaboration d'une nouvelle Constitution; la préparation d'élections "sous la supervision des Nations unies" et des discussions sur le terrorisme.	Après ses succès sur le terrain, Damas ne fait arriver sa délégation que le lendemain. Afin aussi de protester contre l'opposition syrienne qui exige toujours le départ de Bachar al-Assad.
37		21 décembre	Russie, Turquie	Discussions d'Astana (VIII)	Astana	OUI : Bashar Jaafari	OUI : Opposition modérée	Parrainage Russe, turc et iranien	Négociations sur l'établissement de zones de désescalade.	Échec. Le conflit bat son plein sur le terrain.
38	2018	30 janvier	Russie	Conférence de Sotchi - Congrès du dialogue national syrien	Sotchi	OUI	FDS : Rejet	OUI : Russie Turquie	Départ d'un grand nombre de représentants de l'opposition du fait de l'absence du drapeau de la République de Syrie sur l'emblème de la conférence.	Échec.
39		24 et 25 avril	UE	Soutenir l'avenir de la Syrie et de la région (II)	Bruxelles	NON	Société civile	UE ONU	Principalement l'aide humanitaire. Rappels de principe pour une solution politique.	Conférence sur la base de la résolution 2254 pour ce qui concerne le politique. L'humanitaire, son financement, restent les sujets principaux.
40		14 mai	Russie, Turquie	Processus d'Astana (IX)	Astana	OUI : Bashar Jaafari	OUI : Opposition modérée	Parrainage Russe, turc et iranien	Les principaux points à l'ordre du jour étaient les zones de désescalade, les violations du cessez-le-feu et la situation des personnes contraintes de migrer vers le nord de la Syrie après avoir été évacuées de la Ghouta orientale et de Homs.	Astana semble devenir un lieu de rencontre plus formel que fondamentalement constructif.
41		31 juillet	Russie, Turquie	Processus d'Astana (X)	Sotchi	OUI : Bashar Jaafari	OUI : Opposition modérée	Parrainage Russe, turc et iranien	Le 10e cycle de négociations de paix sur la Syrie porte sur la situation dans les zones de désescalade à Idlib, le retour des réfugiés, la libération et les échanges de prisonniers et la formation du comité constitutionnel.	Refus des américains de participer.
42		28 novembre	Russie, Turquie	Processus d'Astana (XI)	Astana	OUI : Bashar Jaafari	OUI : Opposition modérée	Parrainage Russe, turc et iranien - ONU	Mêmes sujets, participation de Mistura.	Le groupe n'a pas réussi à progresser sur la création d'un comité constitutionnel.
43			29 juin	UE	Soutenir l'avenir de la Syrie et de la région (III)	Bruxelles	NON	Société civile	UE ONU	Aide humanitaire principalement.
44	2019	28 avril	Russie, Turquie	Processus d'Astana (XII)	Astana	OUI : Bashar Jaafari	OUI : Opposition modérée	Parrainage Russe, turc et iranien - ONU	Comité constitutionnel, "débarrasser Idlib des terroristes, reconstruire le pays, préparer le terrain pour le retour des réfugiés syriens et permettre au comité constitutionnel syrien de commencer à travailler."	Processus enlisé. Participation de Mistura.
45		30 octobre	ONU	Comité constitutionnel syrien (I)	Genève	OUI : Ahmad Kuzbari	OUI (et société civile) : Coprésident Hadi al-Bahra	NON	Le comité constitutionnel syrien est un processus d'assemblée constituante facilité par les Nations unies qui vise à réconcilier le gouvernement syrien et l'opposition syrienne, dans le cadre du processus de paix syrien, en modifiant la Constitution actuelle ou en adoptant une nouvelle Constitution de la Syrie. La commission n'est pas liée par des délais ou des calendriers.	Reprise en main sous l'égide de l'ONU du processus d'élaboration pour une constitution syrienne.
46		3 août	Russie, Turquie	Processus d'Astana (XIII)	Nur Sultan (Astana)	OUI : Bashar Jaafari	OUI : Opposition modérée	Parrainage Russe, turc et iranien	"La principale réalisation du processus d'Astana a été la création de quatre zones de désescalade en Syrie - dans les provinces d'Idlib, de Homs, de la Ghouta et à la frontière avec la Jordanie -, des zones où toute activité militaire est interdite, y compris les vols d'avion".	Le pays hôte a également indiqué que le gouvernement syrien et l'opposition s'étaient mis d'accord sur un "engagement" concernant la composition du comité constitutionnel syrien.
47		29 novembre	ONU	Comité constitutionnel syrien (II)	Genève	OUI : Ahmad Kuzbari	OUI (et société civile) : Hadi al-Bahra	NON	Inauguration officielle du comité. 150 membres répartis à parts égales pour représenter l'opposition, le régime et les organisations de la société civile.	/
48		10 décembre	Russie, Turquie	Processus d'Astana (XIV)	Nur Sultan (Astana)	OUI : Bashar Jaafari	OUI : Opposition modérée	Parrainage Russe, turc et iranien	Les travaux du Comité constitutionnel syrien et la situation à Idlib sont les principaux sujets à l'ordre du jour.	/
49			29 juin	UE	Soutenir l'avenir de la Syrie et de la région (IV)	Bruxelles	NON	Société civile	UE ONU	Réaffirmation du soutien de l'UE aux efforts politiques de l'ONU, financement de l'aide et dialogue société civile syrienne.
50	2020	27 août	ONU	Comité constitutionnel syrien (III)	Genève	OUI : Ahmad Kuzbari	OUI (et société civile) : Hadi al-Bahra	NON	Le Comité constitutionnel syrien est chargé de modifier la constitution de 2012 en vue de prochaines élections.	/
51		30 novembre - 4 décembre	ONU	Comité constitutionnel syrien (IV)	Genève	OUI : Ahmad Kuzbari	OUI (et société civile) : Hadi al-Bahra	NON	Poursuite des discussions entamées lors de la troisième session sur la fondation et les principes nationaux.	/
52		16 février	Russie, Turquie	Processus d'Astana (XV)	Sotchi	OUI : Ayman Sousan	OUI : Opposition modérée	Parrainage Russe, turc et iranien	Suivi des sujets de la 14ème session, à savoir l'accord de cessez-le-feu, la formation de zones de désescalade, l'accord avec la Turquie sur l'apaisement de la situation à Idlib en Syrie, le déploiement de patrouilles russo-turques, ainsi que le traitement des questions relatives aux prisonniers de guerre, aux kidnappés et à la reconstruction.	/

	DATE		PARTIE(S) À L'INITIATIVE	NOM DE L'ACCORD	LIEU DES NEGOCIATIONS	PARTIES EN PRÉSENCE			DESCRIPTION	COMMENTAIRE
	ANNÉE	JOUR				SYRIENNES		ÉTRANGÈRES		
						GOUVERNEMENT	OPPOSITIONS			
53	2021	20 mars	ONU	Comité constitutionnel syrien (V)	Genève	OUI : Ahmad Kuzbari	OUI (et société civile) : Hadi al-Bahra	NON	La cinquième session qui était prévue pour le 5 janvier 2021, porte sur les principes constitutionnels.	Pedersen : Le comité ne progresse pas suffisamment.
54		30 mars	UE	Soutenir l'avenir de la Syrie et de la région (V)	Bruxelles	NON	Société civile	UE ONU	29 mars, la 'Journée du dialogue' : dialogue entre la société civile, les pays accueillant des réfugiés, l'UE et l'ONU. Conférence ministérielle le 30 mars. Financement de l'aide.	/
55		7 juillet	Russie, Turquie	Processus d'Astana (XVI)	Nur Sultan (Astana)	OUI : Ayman Sousan	OUI : Opposition modérée	Parrainage Russe, turc et iranien	Diverses questions, notamment la situation humanitaire dans le pays, l'aide, le processus politique visant à mettre fin au conflit, les travaux de rédaction d'une nouvelle constitution, l'évolution de la situation dans la région d'Idlib, dans le nord-ouest du pays, et la lutte contre le terrorisme.	/
56		22 octobre	ONU	Comité constitutionnel syrien (VI)	Genève	OUI : Ahmad Kuzbari	OUI (et société civile) : Hadi al-Bahra	NON	Réunion des 45 membres du comité constitutionnel restreint, 15 membres représentant le gouvernement, 15 l'opposition et 15 la société civile.	"Les deux coprésidents sont maintenant d'accord pour que nous préparions et commençons la rédaction de la réforme constitutionnelle", déclare l'envoyé des Nations Unies Geir Pedersen.
57		21 décembre	Russie, Turquie	Processus d'Astana (XVII)	Nur Sultan (Astana)	OUI	OUI : Opposition modérée	Parrainage Russe, turc et iranien	Suivi des sujets de la 16e session.	/
58	2022	20 mars	ONU	Comité constitutionnel syrien (VII)	Genève	OUI : Ahmad Kuzbari	OUI (et société civile) : Hadi al-Bahra	NON	Rencontre des deux coprésidents, pas d'accord annoncé.	/
							Nd: Prochain round Jamous			